



Cette déclaration est soutenue par la CIDSE - Alliance internationale d'agences de développement catholiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter :

www.cidse.org/rioplus20

Le moment est venu de repenser et de reprendre en mains l'avenir de la famille humaine

Des dignitaires de l'Église et des responsables de la société civile appellent les gouvernements à se préoccuper des pauvres et à tracer la voie vers un monde juste et durable à l'occasion des pourparlers de Rio+20

Nous, représentants de l'Église catholique et de la société civile de tous les continents, œuvrant à l'éradication de la pauvreté et au développement humain dans toute sa dimension, appelons les dirigeants mondiaux à afficher leur leadership politique lors du sommet de Rio+20 et toutes les personnes de bonne volonté à agir en faveur d'un monde juste et durable.

Il faut sans attendre ré-imaginer et créer un monde plus vert et plus juste, où tous les êtres humains, hommes et femmes, se sentent partie intégrante de la création et vivent en harmonie et dans le respect d'autrui. Il y a urgence, car nous nous sommes permis de construire un monde où trop de gens manquent encore de nourriture, d'eau et d'énergie pour vivre dignement.

Nous travaillons chaque jour avec les plus démunis et nous voulons faire entendre leur voix. Les communautés pauvres se débattent pour avoir accès aux ressources nécessaires à leur propre développement alors qu'elles deviennent de plus en plus vulnérables aux menaces environnementales à mesure que les écosystèmes dont elles dépendent se tarissent ou sont détruits.

Nous assistons à une envolée dramatique de la demande de terres, d'eau, de nourriture, de ressources minérales et d'énergie, qui se traduit par de violents conflits aux quatre coins du monde. Cette tension autour des ressources naturelles est appelée à s'intensifier dans les générations à venir.

Le changement climatique s'accélère et nous ne pourrons inverser la tendance, à moins d'agir dès maintenant. Ce sont les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète qui sont les plus affectées par ce phénomène, alors qu'elles en sont le moins responsables.

Nous devons relever une formidable gageure, car nous avons défini des règles qui permettent au marché de contrôler et de dénaturer nos désirs et notre imaginaire et de classer la diversité de la création divine en « capital naturel » et en « capital humain ». Mus par un intérêt égoïste plutôt que par la solidarité, nous avons laissé nos aspirations et nos désirs humains devenir fondamentalement matérialistes plutôt que généreux.

Ensemble, nous pouvons tracer une nouvelle voie vers un monde juste et durable. Ce changement passe aussi par nous en tant qu'individu ; nous avons tous le devoir fondamental d'œuvrer à une conversion radicale, de promouvoir une autre façon de vivre, une nouvelle culture du respect de la création, de la simplicité et de la solidarité au bénéfice d'un développement humain plus authentique et d'une meilleure qualité de vie. Les pauvres peuvent être marginalisés, mais dans leur combat quotidien pour leur survie, ils font preuve de créativité et trouvent des

alternatives qui sont une profonde source d'inspiration et de référence pour l'élaboration des politiques. Nous appelons la Conférence de Rio+20 à décider de changements structurels qui permettront aux femmes comme aux hommes de s'épanouir et de s'accomplir pleinement.

Le moment est venu de repenser et de reprendre les choses en mains ! Le moment est venu de réguler le marché pour le mettre au service du bien commun. Les dirigeants mondiaux considèrent qu'il n'est point de salut hors la croissance économique. Mais à quoi sert une croissance qui oublie les plus pauvres, qui n'améliore pas leurs conditions de vie, qui approfondit les inégalités persistantes ? À quoi sert une croissance qui se fait au prix de la destruction de nos forêts, de nos océans et de nos ressources naturelles ? Si nous devons mesurer ce qui compte, mesurons en quoi l'économie réduit la pauvreté, crée des moyens de subsistance et des emplois décents, améliore la durabilité écologique et la stabilité sociale. Pour nous amener à un véritable développement durable, l'économie doit être juste et équitable, reconnaître comme il se doit le précieux apport social des approches locales et, par-dessus tout, respecter la dignité et les droits humains des femmes et des hommes.

Le développement durable doit être soutenu par un cadre financier conçu et régulé comme il se doit, qui place la dignité humaine, le bien commun et la conservation de la création au cœur de la vie économique. La subsidiarité, le respect de la fonction sociale de la propriété privée et la redistribution par l'impôt sont des caractéristiques essentielles d'un système financier juste. Les petites entreprises informelles, qui constituent une frange significative du secteur privé et une source de revenus et d'emploi pour des millions de gens, devraient être reconnues et soutenues. Quant aux grandes entreprises – au rang desquelles les institutions financières – qui ne constituent qu'une infime partie du secteur privé mais contrôlent la majeure partie des ressources et du pouvoir, elles devraient être tenues de montrer en quoi elles contribuent au développement durable, par le biais de pratiques plus transparentes et l'abandon de leurs pratiques aliénantes et non durables.

Les gouvernements doivent veiller à ce que les cadres réglementaires accordent la priorité aux droits et aux besoins essentiels des communautés et des pays pauvres pour qu'ils aient accès à suffisamment d'eau, de nourriture et d'énergie et pour qu'ils perçoivent les bénéfices de la commercialisation de leurs ressources naturelles.

Il faut accorder la priorité aux femmes, qui constituent la majorité des personnes en situation de pauvreté et qui souffrent des conséquences des iniquités sociale, écologique et économique du moment. Les actions menées par les gouvernements en faveur d'un développement juste et durable devraient être axées sur des mesures fortes en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, sur le plan économique, social et environnemental.

Un milliard d'individus souffrent de la famine : c'est non seulement une violation du droit humain à l'alimentation mais aussi et surtout un scandale qui ne peut plus durer. Il convient de soutenir davantage les millions d'exploitations agricoles familiales qui créent l'harmonie dans leur environnement ; elles sont la plus importante source de sécurité alimentaire pour les pauvres de cette planète.

Il faut d'urgence redoubler d'efforts pour s'attaquer aux changements climatiques engendrés par l'activité humaine. Cette menace est la plus pressante qui soit, surtout pour les plus pauvres. Une action plus ambitieuse doit être menée, sur la base des principes qui sont au cœur de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Pour conclure, le cadre de développement durable envisagé devrait consolider les acquis, définir les responsabilités et les enjeux des pays développés, des pays en développement et des pays moins avancés et être mesurable et compréhensible pour tous.

Nous attendons du Sommet de Rio qu'il envoie un véritable message d'espoir à ceux qui souffrent et aux générations à venir ! Nous attendons des dirigeants mondiaux qu'ils prennent leurs responsabilités et qu'ils soient comptables de leurs engagements. Nous appelons aujourd'hui les dirigeants mondiaux et toutes les personnes de bonne volonté à se rendre compte que nous avons l'occasion de tracer ensemble la voie vers un développement équitable et fondé sur les droits, vers une véritable vie humaine, vers un monde dans lequel nous reconnaissons faire partie de la création qui nous a été confiée pour en prendre soin.

Liste des signataires

Dignitaires de l'Église:

- Mgr Pedro Ricardo BARRETO JIMENO – Archevêque de Huancayo et Président de la Commission pour la Justice et la Solidarité du CELAM (Consejo Episcopal Latinoamericano) (PEROU)
- Mgr Jean-Claude HOLLERICH – Archevêque de Luxembourg (LUXEMBOURG)
- Mgr Gabriel MBILINGI – Vice Président du SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar), Archevêque de Lubango (ANGOLA)
- Mgr Paul OUEDRAOGO – Archevêque de Bobo-Dioulasso (BURKINA FASO)
- Mgr Werner THISSEN – Archbishop de Hambourg (ALLEMAGNE)
- Mgr John ARNOLD – Evêque Auxiliaire de Westminster (ANGLETERRE)
- Mgr Paul BEMILE – Evêque de Wa (GHANA)
- Mgr Markus BÜCHEL – Evêque de St. Gall (SUISSE)
- Mgr Claude CHAMPAGNE – Evêque de Edmundston, New Brunswick (CANADA)
- Mgr Raymond FIELD – Evêque Auxiliaire de Dublin et Président du Conseil pour la Justice et la Paix de la Conférence épiscopale irlandaise (IRLANDE)
- Mgr Theotonius GOMES – Evêque Auxiliaire de Dhaka (BANGLADESH)
- Mgr Richard GRECCO – Evêque de Charlottetown, Prince Edward Island (CANADA)
- Mgr Bernard HOUSSET – Evêque de La Rochelle (-Saintes) et Président du Conseil pour la Solidarité (FRANCE)
- Mgr Aloysius JOUSTEN – Evêque de Liège (BELGIQUE)
- Mgr John KIRBY – Evêque de Clonfert (IRLANDE)
- Mgr Gerard de KORTE – Evêque de Groningen-Leeuwarden (PAYS-BAS)
- Mgr Peter MORAN – Evêque Emerite d'Aberdeen (ECOSSE)
- Mgr Alvaro Leonel RAMAZZINI – Evêque de Huehuetenango (GUATEMALA)
- Mgr Josef SAYER (ALLEMAGNE)
- Mgr Dr. Ludwig SCHWARZ SDB – Evêque de Linz (AUTRICHE)
- Présidence de la conférence des évêques catholiques brésiliens CNBB (BRÉSIL)

Dirigeants de la CIDSE

- Chris BAIN – Président de la CIDSE, Directeur de CAFOD (ANGLETERRE & PAYS DE GALLES)
- Philippa BONELLA – SCIAF (ECOSSE)
- Ronald BREAU – Président de Développement et Paix (CANADA)
- Michael CASEY – Directeur executive de Développement et Paix (CANADA)
- Myriam GARCÍA ABRISQUETA – Présidente de Manos Unidas (ESPAGNE)
- René GROTEHUIS – Directeur de CORDAID (PAYS-BAS)
- Antonio HAUTLE – Directeur de Fastenopfer (SUISSE)
- Lieve HERIJGERS – Directrice de BROEDERLIJK DELEN (BELGIQUE)
- Heinz HÖDL – Directeur de Koordinierungsstelle der Österreichischen Bischofskonferenz für internationale Entwicklung und Mission (AUTRICHE)
- Jim HUG S.J. – Président de Center of Concern (ÉTATS-UNIS)
- Justin KILCULLEN – Directeur de Trócaire (IRLANDE)
- Patrick KRÄNIPÍ GODAR – Directeur de la Fondation Bridderlech Deelen (LUXEMBOURG)
- Jorge LÍBANO MONTEIRO – Directeur de FEC – Fundação Fé e Cooperação (PORTUGAL)
- Sergio MARELLI – Secrétaire Général de FOCSIV – Volontari nel mondo (ITALIE)
- Bernd NILLES – Secrétaire Général de la CIDSE
- Bernard PINAUD – Délégué Général du CCFD–Terre Solidaire (FRANCE)
- Rafael SERRANO CASTRO – Secrétaire Général de Manos Unidas (ESPAGNE)
- Angelo SIMONAZZI – Secrétaire Général d'Entraide et Fraternité (BELGIQUE)

- Fr. Pirmin SPIEGEL – Directeur de MISEREOR (ALLEMAGNE)

Partenaires et Alliés de la CIDSE

- Firmin ADJAHOSSOU – SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar) (BENIN)
- Brian ASHLEY – AIDC (Alternative Information and Development Centre) (AFRIQUE DU SUD)
- Sr. Denise BOYLE – Franciscans International
- Camille CHALMERS – PAPDA (Plate-forme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif) (HAÏTI)
- Mamadou GOÏTA – ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest) (AFRIQUE DE L'OUEST)
- Pedro GONTIJO – CBJP (Comissão Brasileira Justiça e Paz) (BRESIL)
- Jenny GRUENBERGER – LIDEMA (Liga de Defensa del Medio Ambiente) (BOLIVIE)
- Ivo LESBAUPIN – Iser Assessoria (BRESIL)
- Fr. Martinho MAULANO – SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar) (MOZAMBIQUE)
- Moema de MIRANDA – IBASE (BRESIL)
- Paul MUCHENA – SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar) (ZIMBABWE)
- Fr. Ferdinand MUHIGIRWA RUSEMBUKA – CEPAS (Centre d'études pour l'action sociale) (CONGO-RDC)
- Francis F. NGANG – Inades Formation International (COTE D'IVOIRE)
- Br. Rodrigo de Castro Amédée PERET, ofm – Franciscans (BRESIL)
- Regina "Nanette" SALVADOR-ANTEQUISA – ECOWEB (Ecosystems Work for Essential Benefits, Inc.) (PHILIPPINES)
- L.A. SAMY –AREDS (Association of Rural Education and Development Service) (INDE)
- Lorenzo SOLIS TITO – CIPCA (Centro de Investigación y Promoción del Campesinado) (BOLIVIE)
- Can TRUONG QUOC – SRD (Sustainable Rural Development) (VIETNAM)
- COPAGEN (Coalition pour la protection du patrimoine génétique Africain) (AFRIQUE)